

P o u v o i r a d j u d i c a t e u r

C a i s s e d ' a l l o c a t i o n s f a m i l i a l e s d u V a l - d e - M a r n e

2 Voie Félix Eboué

94000 Créteil

Organisme de droit privé chargé d'une mission de service public

M a r c h é n ° 2 5 - 0 3

T r a v a u x é l e c t r i q u e s d ' i n s t a l l a t i o n e t d e m a i n t e n a n c e p o u r l e s l o c a u x d e l a c a i s s e d ' a l l o c a t i o n s f a m i l i a l e s d u V a l - d e - M a r n e

P r o c é d u r e e t t y p e d e m a r c h é

Marché à procédure adaptée passée en application des articles L.2123-1 et R. 2123-1 et suivants du code de la commande publique.

Les plis sont à remettre au plus tard le lundi 02/06/2025 à 12h30

L'ESSENTIEL DE LA PROCEDURE	
Objet	Travaux électriques d'installation et de maintenance pour les locaux de la caisse d'allocations familiales du Val-de-Marne
Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
Type de contrat	Accord-cadre
Délai de validité des offres	180 jours
Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
Variantes	Sans
PSE	Sans
Clauses sociales	Sans
Clauses environnementales	Sans
Durée / Délai	36 mois
Négociation	Optionnel

Table des matières

ARTICLE PREMIER - OBJET ET ETENDUE DU MARCHÉ.....	4
1.1. Objet du marché	4
1.2. Décomposition	4
1.2.1. Allotissement.....	4
1.2.2. Tranches.....	4
1.2.3. Variantes – Prestations supplémentaires éventuelles.....	4
1.3. Procédure applicable.....	4
1.4. Forme du marché public.....	5
1.5. Nomenclature communautaire	5
1.6. Conditions de participation des soumissionnaires.....	5
ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION ET DU CONTRAT	5
2.1. Délais de validité des offres	5
2.2. Durée du marché public	6
2.3. Délais d'exécution	6
2.4. Mode de règlement du marché – Caractère des prix.....	6
2.5. Modalités essentielles de financement et de paiement	6
ARTICLE 3 – DOSSIER DE CONSULTATION ENTREPRISES (DCE)	7
3.1. Retrait du dossier de consultation	7
3.2. Modifications du dossier de consultation.....	8
3.3. Contenu du dossier de consultation entreprises.....	8
ARTICLE 4 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	8
4.1. Langue et monnaie.....	8
4.2. Signature des offres	8
4.3. Délai de remise des plis.....	9
4.4. Pré-requis technique	9
4.5. Dépôt de plis successifs	9
4.6. Dossier unique.....	9
4.7. Forme juridique du groupement.....	10
4.8. Cotraitance et sous-traitance	10
ARTICLE 5 – DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LES CANDIDATS	10
5.1. Pièces relatives à la candidature	10
5.2. Pièces relatives à l'offre	12
5.3. Visite sur site.....	13
5.4. Sous-traitance	13
ARTICLE 6 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS.....	14
6.1. Transmission électronique.....	14
6.2. Format des fichiers	15
6.3. Anti-virus.....	15
6.4. Lisibilité	15
6.5. Copie de sauvegarde	15
6.6. Assistance au dépôt électronique	16
6.7. Signature électronique	17
6.7.1. Le certificat de signature du signataire.....	17
6.7.2. L'outil de signature utilisé par le signataire	17
ARTICLE 7 – JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	17
7.1. Sélection des candidatures	17
7.2. Analyse des offres et attribution des marchés	18
7.3. Suite à donner à la consultation.....	20
7.4. Documents réclamés au candidat pressenti pour l'attribution du marché.....	20
ARTICLE 8 – NEGOCIATIONS ET MISE AU POINT DU MARCHÉ	21
8.1. Négociations.....	21
8.2. Mise au point du marché	21
ARTICLE 9 – ATTRIBUTION DU MARCHÉ	22
ARTICLE 10 – DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	22
ARTICLE 11 - LITIGES.....	22
11.1. Règlement amiable des litiges.....	22
11.2. Voie de recours et tribunal compétent	23

ARTICLE PREMIER - OBJET ET ETENDUE DU MARCHÉ

1.1. Objet du marché

Le présent marché est un marché de travaux.

Le présent marché a pour objet de fixer les conditions selon lesquelles l'organisme contractant entend passer un marché de travaux d'installation et de modification des installations électriques courants forts et faibles, de câblage informatique et de maintenance préventive et curative pour les différents locaux de la C.A.F du Val de Marne.

Ces prestations excluent les travaux prévus dans toutes les opérations de réhabilitation de bâtiment concernée par l'un des sites mentionnés à l'article 7 du cctp.

Les prestations s'exécuteront sur les 3 sites de la caf du Val-de-Marne ;

- Site de **Créteil**, sis, 2 voies Félix Eboué, 94000 Créteil
- Site de **Champigny-sur-Marne**, sis, 2 rue Georges Dimitrov, 94500 Champigny-sur-Marne
- Site d'**Orly**, sis, 3-5 avenue des Martyrs-de-Châteaubriant, 94310 Orly

1.2. Décomposition

1.2.1. Allotissement

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour le motif suivant : en raison du montant minime de l'estimation des lots si ce marché devait être alloti au regard de l'importance du reste du marché.

1.2.2. Tranches

Il n'est pas prévu de tranches.

1.2.3. Variantes – Prestations supplémentaires éventuelles

Les variantes ne sont pas autorisées. Il n'est pas prévu de prestations supplémentaires éventuelles.

1.3. Procédure applicable

La Caisse d'Allocations Familiales du Val-de-Marne, organisme local de sécurité sociale de la branche famille, est, comme pour les différents autres organismes locaux de sécurité sociale (maladie/maternité, accidents du travail/maladies professionnelles et retraite) un organisme de droit privé répondant à une mission de service public. De fait, le présent contrat passé dans le cadre de la réglementation applicable aux organismes de sécurité sociale du régime général, selon les dispositions de l'article L.124-4 du Code de la Sécurité Sociale et de l'arrêté du 19 juillet 2018.

Ce marché est donc régi par le code de la commande publique en vigueur et est soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (c.c.a.g.-t.) (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses

administratives générales applicables aux marchés publics de travaux, Jorf n°0078 du 01/04/2021) pour toutes les clauses qui n'y dérogent pas expressément.

Le présent marché est passé par la voie d'une procédure adaptée, conformément aux articles L2123-1, R2123-1.3°, R2123-5, R2131-12 et R2131-13 du Code de la commande publique. En effet, les prestations objet du présent marché sont des travaux d'un montant prévisionnel inférieur à 5 538 000 € hors taxe.

La présente procédure fait l'objet d'un avis public à la concurrence publiée au bulletin officiel des annonces des marchés publics (boamp) par l'intermédiaire de la plateforme de dématérialisation « place ».

1.4. Forme du marché public

Ce marché est un accord-cadre mono attributaire à bon de commande, en application de l'article R2162-2, et R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

1.5. Nomenclature communautaire

La classification principale conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45311000-0	Travaux de câblage et d'installations électriques
45311100-1	Travaux de câblage électrique
45311200-2	Travaux d'installations électriques

1.6. Conditions de participation des soumissionnaires

L(es)'offre(s), qu'elle(s) soi(en)t présentée(s) par une seule entreprise ou par un groupement, devra(ont) indiquer tous les sous-traitants connus lors de son(leur) dépôt. Elle(s) devra(ont) également indiquer la nature et le montant des prestations pour lesquelles la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement aux attributaires. Toutefois, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs de groupements ;
- en qualité de mandataire de plusieurs groupements.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION ET DU CONTRAT

2.1. Délais de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2. Durée du marché public

Le présent marché de travaux prend la forme d'un accord-cadre, mono attributaire, fixant toutes les stipulations contractuelles, exécuté par l'émission de bons de commande.

Il est conclu pour une durée d'un (1) an, reconductible tacitement deux (2) fois par période successive d'un an sans que sa durée totale n'excède trois (3) ans. La prise d'effet interviendra à la date fixée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues aux clauses contractuelles.

2.3. Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont indiqués dans le Cahier des clauses administrative particulières et ne peut en aucun cas être modifié.

2.4. Mode de règlement du marché – Caractère des prix

Il est régi par les dispositions des accords-cadres exécutés à bons de commandes prévues aux articles R. 2162-2 et dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2162-4, l'accord-cadre est conclu avec un maximum de commande pour toute la durée d'exécution du marché (soit 36 mois, sauf dénonciation ou résiliation préalable), définis comme suit :

Montant maximum du marché pour toute sa durée d'exécution	300 000 euros HT
--	-------------------------

Le marché sera exécuté par émission de bons de commande adressés au titulaire au fur et à mesure des besoins de l'organisme contractant. L'émission des bons de commande pourra intervenir jusqu'à l'expiration de la durée de validité du marché.

Les prix proposés au bordereau de prix sont des prix unitaires libellés en euros H.T, révisables et définitifs.

Les prix, qui seront appliqués dans le marché, doivent couvrir la totalité des charges de l'entreprise titulaire ainsi que sa rémunération. Le détail sur la modalité de fixation des prix sont contenues au sein du ccap de cette consultation.

2.5. Modalités essentielles de financement et de paiement

Le mode de règlement des prestations choisi par le pouvoir adjudicateur est le virement. En vertu de l'article L2192-10 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur ou par l'organisme bénéficiaire ou, si elle lui est postérieure, à compter de la date du service fait constaté par le pouvoir adjudicateur ou l'organisme bénéficiaire.

Dans les cas où les factures ou demandes de paiement équivalentes seraient contestés par le pouvoir adjudicateur, ce délai serait suspendu à compter de la contestation qui se fait par mail.

2.6. Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

2.7. Echanges d'informations par voie électronique

Dans le cadre de la présente procédure, les échanges sont écrits. La caf du Val-de-Marne communique toutes les informations aux soumissionnaires uniquement par voie électronique, par le biais de son profil d'acheteur.

2.8. Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du cahier des clauses administratives particulières

ARTICLE 3 – DOSSIER DE CONSULTATION ENTREPRISES (DCE)

3.1. Retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est remis gratuitement à chaque candidat.

Conformément aux articles R2132-1 à R2132-6 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Le dossier de consultation des entreprises pourra être retiré jusqu'au 02/06/2025 avant 12 heures 30, sous forme dématérialisée.

Afin de pouvoir lire les documents électroniques mis en ligne par le pouvoir adjudicateur, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire aux formats Acrobat Reader (Pdf), Word et Excel.

Le soumissionnaire devra se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation, disponibles sur le site pour toute action sur ledit site.

Dans le déroulement de la procédure, le soumissionnaire est donc lié par le présent règlement de consultation ainsi que par les conditions d'utilisation de la salle des marchés figurant sur le site www.marches-publics.gouv.fr.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par la personne publique, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : Zip, pdf.

Aucune possibilité de retrait du dossier de consultation sur support physique n'est autorisée.

3.2. Modifications du dossier de consultation

La caf du Val-de-Marne se réserve le droit d'apporter au plus tard dix jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications au dossier de consultation conformément à l'article R2132-6 du Code de la commande publique. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

En cas de modification importante, la date limite fixée pour la réception des offres pourra être reportée.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.3. Contenu du dossier de consultation entreprises

Le DCE comprend les documents suivants :

- Le présent **Règlement de consultation (RC)** ;
- L'**Acte d'engagement (AE)** ;
- Le **Bordereau des Prix Unitaires (BPU)** ;
- Le **Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)** ;
- Le **Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)** ;
- L'**annexe relative au règlement général sur la protection des données** ;
- La **Lettre de candidature (formulaire DC1)** ;
- La **Déclaration du candidat (formulaire DC2)**
- L'**attestation sur l'honneur concernant les sanctions appliquées à la Russie (Annexe)** ;
- Le **bon de visite signé par le soumissionnaire et l'acheteur (Annexe)** ;
- L'**annexe portant sur les obligations du titulaire dans le cadre du RGPD.**

ARTICLE 4 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

4.1. Langue et monnaie

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimée en euro.

Si les offres et les candidatures des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis

4.2. Signature des offres

Parmi les documents constituant le dossier de candidature, les actes d'engagement, ainsi que la décomposition des prix global forfaitaire doivent être signés, ainsi que les documents expressément mentionnés ci-après.

Une matérialisation des pièces sera faite au moment de la signature définitive de l'acte d'engagement.

Lorsqu'ils sont transmis par voie électronique ou envoyés sur support physique électronique, ils sont signés au moyen d'un certificat de signature électronique, obtenu auprès d'un tiers certificateur liste disponible sur :

<https://cyber.gouv.fr/la-liste-nationale-de-confiance>

4.3. Délai de remise des plis

Les plis sont à remettre au plus tard le **lundi 02/06/2025 à 12h30**. Après cette date tous les plis reçus feront l'objet d'un rejet automatique sans que ne soit ouvert les plis transmis.

Une fois déposées, les offres ne peuvent plus être retirées, ni modifiées. Le candidat reste tenu par son offre pendant tout le délai de validité de l'offre. Les dossiers de participation des candidats ne sont pas restitués.

4.4. Pré-requis technique

Pour accéder aux différents services de Place, les candidats auront préalablement pris connaissance des éléments nécessaires au bon fonctionnement de la plateforme et se seront assuré qu'ils possèdent bien les éléments nécessaires au bon fonctionnement de cette dernière.

Les informations utiles et prérequis techniques nécessaires à l'utilisation de la plateforme sont accessibles sur <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>.

Il est spécifié qu'afin de pouvoir utiliser l'espace de téléchargement sécurisé de Place (notamment pour télécharger le dce et déposer le pli de réponse) les candidats doivent disposer de l'environnement d'exécution java de sun microsystems (voir notamment : <https://www.java.com/fr/download/>).

Le pouvoir adjudicateur souhaite que les fichiers déposés par les candidats soient au format « word, excel, power point dans les versions pack microsoft office seven ou versions antérieures » ou au format pdf. le candidat est invité à ne pas modifier les « macros ».

4.5. Dépôt de plis successifs

Dans l'hypothèse où un candidat individuel ou un groupement viendrait à déposer deux plis (ou plus) durant la consultation, conformément à l'article R2151-6 du Code de la commande publique seul le dernier pli déposé sera ouvert et analysé. Les autres plis ne pourront être pris en compte.

Il y a donc lieu d'adresser une nouvelle offre complète et non un additif.

4.6. Dossier unique

La transmission électronique se fait par l'envoi d'un seul dossier contenant la candidature et l'offre.

4.7. Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Toutefois, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs de groupements ou en qualité de mandataire de plusieurs groupements.

4.8. Cotraitance et sous-traitance

L(es) offre(s), qu'elle(s) soit(en)t présentée(s) par une seule entreprise ou par un groupement, devra(ont) indiquer tous les sous-traitants connus lors de son(leur) dépôt. Elle(s) devra(ont) également indiquer la nature et le montant des prestations pour lesquelles la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

En cas de sous-traitance, le candidat fournit en outre une déclaration de sous-traitance (DC4) indiquant notamment le nom du sous-traitant, la nature et le montant des prestations sous-traitées.

ARTICLE 5 – DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LES CANDIDATS

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

5.1. Pièces relatives à la candidature

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R.2142-4, R.2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

- Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise

Libellés	Signature
La lettre de candidature (DC1) comportant la déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 du code de la commande publique (motifs d'exclusion de plein droit) ainsi que la déclaration de l'article R2143-3 (déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail) ;	Oui
La déclaration du candidat (formulaire DC2), complétée par le candidat et par	Oui

chaque membre du groupement, en cas de groupement d'entreprises ;	
Le bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) pour les soumissionnaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement.	Oui
La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire	Non
Les pouvoirs / délégations permettant à la personne apposant sa signature d'engager la personne morale qu'il représente.	Non
Le pouvoir de la personne ou des personnes habilités à engager la société parmi lesquelles figure le signataire des documents; une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché ;	Oui
En cas de groupement, l'habilitation du mandataire et le cas échéant l'autorisation de signer le marché. Dans ce cas, chaque membre du groupement doit fournir les éléments nécessaires à l'appréciation des capacités professionnelles techniques et financière prévus au point 1.2.	Oui
Si le candidat fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente, la copie des jugements.	Non

- Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise

Libellés	Signature
Une déclaration concernant l'effectif global candidat et leur répartitions encadrement/non-cadres, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles	Non
Les preuves d'assurances mentionnées au cahier des clauses administratives particulières	Non

- Renseignements concernant la capacité professionnelle et technique de l'entreprise

Libellés	Signature
Liste des principaux travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non
Les certificats de qualifications professionnelles, le cas échéant. La preuve de la capacité pourra être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Les soumissionnaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement présentent, à la demande de l'acheteur au moment de la candidature, leur bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) établi conformément à l'article susvisé. En l'absence de présentation de celui-ci dans

sa candidature, l'acheteur se réserve le droit d'exclure le(s) soumissionnaire(s) concerné(s) de la procédure.

NB : Pour les entreprises et sociétés nouvellement créées, les candidats pourront fournir, comme « preuve par équivalence », tous les éléments susceptibles de permettre d'apprécier leurs moyens (humains, techniques, financiers) pour assurer les prestations. Le pouvoir adjudicateur appréciera le caractère suffisant ou non des documents présentés.

5.2. Pièces relatives à l'offre

Au titre de son offre, le soumissionnaire aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement et ses annexes.	Oui
Le bordereau des prix unitaires (annexe 1 à l'acte d'engagement)	Oui
L'attestation de visite	Oui
<p>Le mémoire technique permettant de juger la valeur technique de l'offre.</p> <p>Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une présentation complète de l'entreprise, et des acteurs amener çà intervenir auprès de la caf du Val-de-Marne si ceux-ci sont déjà connus. - Tous les éléments permettant de juger la qualité et la pertinence de la méthodologie proposée au cours d'une intervention (organisation, tenue de chantier, mise en sécurité, limitation de la pénibilité, mode opératoire pour chacune des phases notamment pour la dépose-repose des équipements,...) - Eléments permettant de juger la pertinence des moyens humains et matériels dédiés au chantier : (liste des sous-traitants, fournisseurs intervenants régulièrement auprès de la société et que celle-ci envisage de solliciter, qualifications de l'entreprise (Qualibat, RGE ou autre)) - Eléments permettant de juger la qualité environnementale de l'offre : (organisation, gestion et évacuation des déchets, filière d'évacuation et de valorisation proposée, traçabilité, mode opératoire pour limiter les poussières et les nuisances sonores, ...) - Les FDES, fiches de données environnementales et sanitaires - Eléments permettant de juger la qualité des références proposées pour des prestations similaires - Tous autres éléments permettant d'apprécier les compétences du candidat. 	Non

La pièce financière ne doit être modifiée sous peine d'irrégularité de l'offre. Il est également rappelé aux soumissionnaires qu'ils ne sont, en aucun cas, autorisés à modifier le contenu des pièces contractuelles.

Toutes modifications des pièces contractuelles exposent le soumissionnaire au rejet de son offre en tant qu'offre irrégulière. Le Cahier des clauses administratives particulières et le Cahier des clauses techniques particulières à accepter sans réserve par les soumissionnaires n'ont pas à être produits à l'appui de l'offre.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

5.3. Visite sur site

Il appartiendra aux candidats de visiter chaque lieu après une prise de rendez-vous préalable auprès de :

Le département de l'administration générale ;

Adresse :

Quartier de l'échat.
2, voie Félix Eboué
94000 Créteil

Téléphone : **01.48.98.25.08**

Mail : **dag@caf94.fr**

Une attestation de visite sera délivrée à la fin de la visite et celle-ci devra être intégrée dans l'offre. Toute offre déposée par un candidat sans attestation de visite sera considérée comme irrégulière.

A l'issue de leur visite du site, il appartiendra aux candidats de signaler toute omission, imprécision ou contradiction qu'ils auraient pu relever dans les pièces de l'accord-cadre (ccatp et ses annexes etc.) et tous les renseignements pouvant être utiles. A cette fin, les candidats sont conviés à adresser leurs remarques selon les modalités spécifiées à l'article qui suit.

Les Entreprises soumissionnaires sont invitées à indiquer, dans le cadre prévu à cet effet à la fin de l'acte d'engagement, les coordonnées de la ou des personnes à contacter pour le suivi de la présente consultation.

5.4. Sous-traitance

En cas de sous-traitance d'une partie des prestations, connue au stade du dépôt de la candidature, le candidat devra communiquer les documents suivants dans le pli déposé :

- Un ou des formulaires dc4 intégralement complétés ;
- Les attestations d'assurances mentionnées à l'article 13.1 du ccap ;
- Une présentation des capacités financières et techniques du sous-traitant ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Une liste des principaux travaux effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le client bénéficiaire des prestations ;
- Les certificats établis par des services chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des services par des références à certaines spécifications techniques ;
- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché ;

Les rubriques relatives à la sous-traitance dans l'acte d'engagement devront en outre être intégralement complétées.

ARTICLE 6 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Conformément aux dispositions des articles L2131-2, R2132-3, R2132-7 à R2132-14 du Code de la commande publique, la procédure fait l'objet d'une dématérialisation.

Le dépôt de plis papiers n'est pas autorisé.

Les candidats ont l'obligation de transmettre leur offre par voie électronique conformément aux articles R2132-7 à R2132-14 du Code de la commande publique.

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées à l'article 4.3 du présent document.

La présente procédure fait l'objet d'une dématérialisation obligatoire.

6.1. Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le pli doit contenir respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors-délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut-être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Caf du Val-de-Marne
2, voie Félix Ebouée,
94033 Créteil

6.2. Format des fichiers

Il est demandé aux candidats de respecter les recommandations suivantes :

- ne pas utiliser certains formats peu sûrs, notamment les « .exe » et les « .bat » ;
- ne pas utiliser certains outils peu sûrs, notamment les « macros » ;
- faire en sorte que la candidature et l'offre ne soient pas trop volumineuses.

Les formats et outils mentionnés ci-dessus sont notamment susceptibles de contenir des virus dont les conséquences sur l'offre sont précisées au point 7.3 ci-dessous.

L'organisation et le nommage des fichiers attendus par le pouvoir adjudicateur est le suivant : Les noms des fichiers de l'offre dématérialisée auront une longueur raisonnable et ne comporteront pas de caractères spéciaux pour faciliter les flux de téléchargement et les conditions d'ouverture.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

6.3. Anti-virus

Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre devra être traité préalablement par le candidat par un anti-virus.

- Lorsqu'elles ne sont pas accompagnées d'une copie de sauvegarde, les candidatures et les offres transmises par voie électronique et dans lesquelles un virus est détecté par le pouvoir adjudicateur peuvent faire l'objet d'une réparation. Un document électronique relatif à une candidature ou à une offre qui n'a pas fait l'objet de réparation ou dont la réparation a échoué est réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat concerné en est informé dans les conditions fixées aux articles R2181-1 à R2181-4 du Code de la commande publique.
- Lorsqu'elles sont accompagnées d'une copie de sauvegarde, les candidatures et les offres transmises par voie électronique et dans lesquelles un virus est détecté par le pouvoir adjudicateur donnent lieu à l'ouverture de la copie de sauvegarde.

6.4. Lisibilité

Dans l'hypothèse où les candidats prévoient d'insérer dans l'enveloppe électronique relative à la candidature ou à l'offre des documents autres que ceux fournis par la Caf du Val-de-Marne, ils doivent les scanner le cas échéant avec une définition suffisante garantissant leur lisibilité.

6.5. Copie de sauvegarde

En sus de la transmission de leurs documents par voie électronique, les candidats ont la faculté de remettre dans les délais impartis une copie de sauvegarde sur support physique électronique (clef usb, cd etc.) ou sur support papier, dans les conditions fixées à l'article r.2132-11 du code de la commande publique.

La copie de sauvegarde doit être placée sous pli scellé comportant la mention lisible :

**« Copie de sauvegarde
Entreprise « »
Procédure adaptée n°25-13 relative aux « travaux de reprise de l'étanchéité de la toiture du
site de Créteil »
« Ne pas ouvrir »**

Le pli contenant la seule copie de sauvegarde sera adressé jusqu'à la date et l'heure limites de réception des offres susmentionnées, à l'adresse ci-dessous :

**Caisse d'Allocations Familiales du Val-de-Marne ou Caf du Val-de-Marne
Expertise Marchés Publics
Département Gestion Budgétaire
Quartier de l'échat
Sise, 2 Voie Felix Eboué,
94 033, Créteil cedex**

Le pli contenant la copie de sauvegarde est transmis par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception et d'en garantir sa confidentialité (par pli recommandé avec avis de réception postal, par porteur ou coursier avec délivrance d'un récépissé par le pouvoir adjudicateur remis durant les jours ouvrés de 9h00 heures à 16 heures, exclusivement à l'accueil du siège social de la caf du Val-de-Marne, le coursier ou le livreur devant notamment, impérativement compléter intégralement la fiche donnée par le gardien de l'organisme permettant d'accuser date certaine de livraison).

6.6. Assistance au dépôt électronique

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) (www.marches-publics.gouv.fr).

Depuis le 1er janvier 2010 et conformément à l'Arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, l'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est plus obligatoire. Les candidats sont cependant invités à fournir une adresse électronique afin que puissent leur être communiquées les modifications éventuelles apportées au dossier de consultation de l'acheteur. A défaut, les candidats doivent consulter quotidiennement la plateforme PLACE afin de se tenir informés.

L'adresse électronique communiquée par le candidat correspondant à une boîte aux lettres fonctionnelle valide et partagée est celle utilisée pour tous les échanges avec les candidats.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Il est précisé que les données nominatives collectées par les différents formulaires sont destinées à la Caf du Val-de-Marne. Le candidat est donc réputé avoir été informé que la caf du Val-de-Marne est responsable du traitement des données ainsi collectées. Il doit donc exercer son droit d'accès, de modification et de suppression directement auprès des services compétents de la caf du Val-de-Marne.

Les candidats ou les soumissionnaires trouveront dans la rubrique «aide» de PLACE plusieurs documents et informations

6.7. Signature électronique

Pour rappel et conformément à l'article 4.2 ci-avant, la signature des offres n'est pas imposée.

Les candidatures et les actes d'engagement transmis par voie électronique ou envoyés sur support physique électronique peuvent être signés électroniquement selon les modalités suivantes :

6.7.1. Le certificat de signature du signataire

Le signataire utilise un certificat de signature, émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance, ou présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS) pour les certificats acquis avant le 1^{er} octobre 2018 ou à celles du règlement Eidas de juillet 2014 (voir également l'arrêté du 12 avril 2018). Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

6.7.2. L'outil de signature utilisé par le signataire

Si le candidat utilise l'outil de signature de la plateforme des achats de l'Etat, il est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou d'information.

Si le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit :

- produire des formats de signature XAdes, Cades ou PAdes,
- permettre la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Conformément à l'article 4 de l'arrêté du 29 mars 2019, le signataire utilise l'outil de signature de son choix pour apposer sa signature. Dans ce cas il en permet la vérification en transmettant les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document et ce, gratuitement.

La signature peut être apposée au moyen d'un parapheur électronique.

Signature d'un fichier « zip » : la signature électronique appliquée sur un fichier « zip » contenant des documents non signés électroniquement n'est pas valable et entraînera le rejet de l'offre du candidat attributaire. Pour être régulière, la signature électronique devra être appliquée sur chaque document devant être signé électroniquement.

ARTICLE 7 – JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

7.1. Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, en cas de pièces manquantes ou incomplètes, il peut être demandé, le cas échéant, à tous les candidats concernés, de produire ou compléter ces pièces dans un délai fixé par la caf du Val-de-Marne, en application de l'article de l'article R. 2144-2 du code de la commande publique en vigueur.

Au vu des éléments produits au titre de la candidature, le représentant du pouvoir adjudicateur éliminera les candidats qui ne peuvent soumissionner à un marché en application des dispositions de l'article R.2144-7 du code de la commande publique.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière, inacceptable ou inappropriée au sens de l'article R. 2152-1 du code de la commande publique sera éliminée, sauf à ce que la caf du Val-de-Marne décide d'user de sa faculté d'engager une procédure de régularisation, dans des délais appropriés, qui seront alors fixés pour tous les candidats concernés en vertu de l'article R.2144-2 dudit code. L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inappropriée sera éliminée.

Il est enfin spécifié que le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à l'analyse et au classement des offres avant l'examen de la partie candidature, dans ce cas il sera fait application des dispositions de l'article R.2161-4 du code de la commande publique.

Sous réserve des dispositions qui précèdent seront éliminées les candidatures dont les capacités professionnelles, techniques et financières sont insuffisantes vis-à-vis des prestations objet du marché. Il est précisé qu'à l'issue de l'examen des candidatures, la caf du Val-de-Marne éliminera :

- les candidats en redressement judiciaire qui ne justifient pas avoir été habilités à poursuivre leurs activités pendant la durée du marché public (cf. article L.2141-3 du code de la commande publique) ;
- les candidatures incomplètes qui, le cas échéant après mise en œuvre de la faculté dont dispose la caf du Val-de-Marne de demander des compléments, ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées dans le présent règlement de consultation ;
- les candidatures qui après vérification ne présentent pas de capacités suffisantes au regard des éléments demandés au sein du présent document,
- les candidatures portant atteinte aux règles relatives à la liberté de prix et à la concurrence.

7.2. Analyse des offres et attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R.2152-1 et R.2152-2 du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Conformément aux articles R.2152-1 et R.2152-2 du Code de la commande publique, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Toutefois la caf du Val-de-Marne pourra autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser leur offre irrégulière dans un délai identique pour tous et à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères et sous critères de sélection des offres	Pondération (/100points)
Critère 1 : La valeur technique, analysée au regard des 4 sous-critères suivants	50 points
* Sous-critère 1 : relatif à la méthodologie organisationnelle, par l'étude des éléments d'information inscrits au mémoire technique.	14 points
- Qualité du service client et des modalités d'échanges avec le soumissionnaire, par l'étude des éléments d'informations au mémoire technique et par la désignation d'un référent unique au marché	3 points
- Qualité du processus d'intervention en milieu occupé la présentation détaillée du déroulement des opérations concernant une intervention type, par la transmission d'une description détaillée de cette intervention	3 points
- Rapidité d'exécution et de réalisation de prestations sollicitées, par l'étude des informations inscrit au mémoire technique, une vigilance particulière sera apporté à la rapidité d'intervention en cas d'urgence.	8 points
* Sous-critère 2 : relatif aux moyens humains déployés pour la réalisation des prestations, par l'étude des éléments d'information inscrits au mémoire technique.	12 points
* Sous-critère 3 : relatif aux moyens techniques déployés pour la réalisation des prestations, par l'étude des éléments d'information inscrits au mémoire technique.	12 points
* Sous-critère 4 : relatif à la qualité visuelle des travaux précédemment réalisés, et la qualité des matériaux employés pour la réalisation des travaux prévus, par l'étude des éléments d'information inscrits au mémoire technique.	12 points
Critère 2 : Prix indiqué dans le BPU	45 points
Critère 3 : Le critère développement durable	5 points
* Sous-critère 1 : relatif à l'aspect social du développement durable, apprécié par : la politique de la société candidate en matière d'insertion professionnelle des publics en difficulté (demandeurs d'emploi de longue durée, bénéficiaires du rsa), seniors et travailleurs handicapés etc.).	2.5 points
* Sous-critère 2 : relatif à l'aspect environnemental du développement durable, apprécié notamment par toute mesure mise en œuvre par la société candidate pour limiter l'impact environnemental de leur activité.	2.5 points

Le critère prix sera apprécié au regard de l'annexe financière à l'acte d'engagement.

La formule suivante sera employée pour attribuer une note sur 45 points à chacune des offres analysées :

$$N = X * (Y / Z)$$

Dans laquelle :

X : nombre de points maximum du critère ;

Y : prix du moins-disant ;

Z : prix du candidat pour lequel la note n est calculée ;

La méthode de notation employée sera la méthode dite de simulation des prix.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non-cohérente.

7.3. Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec tous les candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

7.4. Documents réclamés au candidat pressenti pour l'attribution du marché

En application de l'article R2143-8 du Code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra produire dans un délai raisonnable, fixé par la caf du Val-de-Marne lors de sa demande adressée au titulaire pressenti :

- *Un justificatif d'identification de la société retenue ;*
- *Le cas échéant, les pièces prévues aux articles R1263-12 du code du travail relatives aux travailleurs détachés ;*
- *Le cas échéant, les pièces prévues aux articles D8254-2 et D8254-5 du code du travail et relatives aux travailleurs étrangers.*
- *Le cas échéant, les pièces, certificats et attestations prouvant qu'il a satisfait à ses obligations en matière fiscale et sociale ;*
- *Le cas échéant, l'attestation sur l'honneur (fourni en annexe) concernant les mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, en application du règlement (UE) 2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n°833/2014 ;*
- *Le cas échéant, les preuves d'assurances citées à l'article 13.1 du ccap.*
- *Le cas échéant les délégations de pouvoir permettant au signataire d'être compétent pour signer le marché.*

Le soumissionnaire devra produire les mêmes documents pour tous les sous-traitants connus au moment du dépôt de l'offre avant attribution du marché.

Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

NB :

- Conformément à l'arrêté du 29 mars 2017 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance des certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché n'est plus tenu de fournir les certificats et attestation prouvant qu'il a satisfait à ses obligations en matière fiscale et sociale.
- Le soumissionnaire informé que son offre est retenue et qui n'a pas préalablement signé son offre est tenu de la signer dans un délai de sept (7) jours ouvrés à compter de la réception de la décision d'attribution de la caf du Val-de-Marne.

Si le candidat pressenti ne peut produire les documents relatifs à l'offre signés dans le délai imparti, ou en cas de signature par une personne non-habillée à engager la société, son offre est rejetée et le candidat éliminé. Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents signés et nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

ARTICLE 8 – NEGOCIATIONS ET MISE AU POINT DU MARCHÉ

8.1. Négociations

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec tous les candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

A l'issue d'une première analyse des offres dans les conditions prévues à l'article 8.2 du présent document, la caf du Val-de-Marne se réserve la faculté d'engager des négociations avec les trois premiers soumissionnaires au classement. Les négociations pourront porter sur : le prix, la qualité des prestations, les composantes de la prestation (prestations techniques, matériel...), les délais, les garanties de bonne exécution ou tout autre élément en lien avec les prestations objet du marché.

Les propositions initiales des soumissionnaires pourront être modifiées et/ou complétées à la suite des négociations entreprises par la caf du Val-de-Marne.

Les négociations pourront revêtir la forme d'entretiens oraux et/ou d'échange de courriels, de télécopie, ou de courriers.

La durée de validité des offres est fixée à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres négociées que le candidat ait décidé ou non de transmettre une nouvelle offre.

Par ailleurs, en cas d'infructuosité, le pouvoir adjudicateur peut recourir à un marché passé sans publicité mise en concurrence en concurrence dans les conditions fixées à l'article L. 2123-1 du code de la commande publique.

8.2. Mise au point du marché

Le pouvoir adjudicateur peut, en application de l'article R.2152-13 du code de la commande publique et en accord avec le soumissionnaire retenu, procéder à une mise au point des composantes du marché avant la signature de ce dernier. Celle-ci pourra notamment porter sur l'intégration par l'opérateur économique retenu des remarques ou nécessités d'adaptations que l'analyse de son offre aurait révélées (mise au point de prestations à exécuter...).

Il est cependant spécifié que cette mise au point ne pourrait avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles de l'offre ou du marché dont la variation serait susceptible de fausser la concurrence ou d'avoir un effet discriminatoire.

La description et les chiffres figurant au ccatp et ses annexes sont donnés à titre indicatif. En ce sens, durant le délai de consultation, les candidats doivent assister obligatoirement à une visite du site de l'organisme faisant l'objet des prestations, ce afin d'apprécier les conditions dans lesquelles ils auront à effectuer leurs prestations et évaluer l'importance des superficies concernées.

ARTICLE 9 – ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Le marché est attribué au candidat retenue à la suite de l'analyse des candidatures et des offres, après négociation et mise au point du marché, le cas échéant.

L'attribution est toutefois soumise à condition de la réception de tous les documents demandés à l'article 7.4 du règlement de la consultation.

Dans les cas où l'entreprise ne fournirait pas les documents demandés dans un délai de 7 jours, la caf du Val-de-Marne se réserve le droit d'écarter son offre et de solliciter la candidature classée 2^{ème} et ainsi de suite.

La notification d'attribution du marché au candidat se fera par courrier avec accusé de réception doublé d'un envoi par courrier électronique. Ce délai de 7 jours commence à courir à compter de l'accusé de réception du courrier électronique.

ARTICLE 10 – DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les candidats peuvent adresser leur demande de renseignements complémentaires d'ordre administratif et/ou technique au plus tard sept jours calendaires avant la date limite de remise des offres, uniquement par écrit sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>.

Les renseignements complémentaires éventuels sur les cahiers des charges sont communiqués 6 jours ouvrables au plus tard avant la date limite de remise des offres. La caf du Val-de-Marne se réserve le droit d'apporter, au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les documents de la consultation peuvent être obtenus sur le site « Place – Plateforme des achats de l'Etat ».

ARTICLE 11 - LITIGES

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

11.1. Règlement amiable des litiges

Conformément à l'article 1528 du code de procédure civile : « Les parties à un différend peuvent, à leur initiative [...] tenter de le résoudre de façon amiable [...] ». Avant toute procédure contentieuse relative à la passation ou à l'exécution du présent marché, des solutions amiables pourront donc être recherchées par les parties.

Soit directement au près du pouvoir adjudicateur, soit par l'intermédiaire d'une autre voie de droit telle que le recours au médiateur des entreprises, tiers neutre, compétent pour traiter de litiges relatifs aux marchés publics (voir en ce sens l'ordonnance n°2011-1540 du 16 novembre 2011 et les articles L. 213-5. et suivants et article L. 771-3 du code de justice administrative).

Sa fonction de médiation lui permet d'aider les entreprises concernées par un conflit à trouver une solution adaptée à chaque cas d'espèce. Soumis à la confidentialité et la gratuité dans le cadre des affaires qu'il traite, il contribue à ce que les « médiés », les entreprises volontaires et les pouvoirs adjudicateurs, trouvent eux-mêmes une solution négociée, satisfaisante, réaliste et pérenne. Une prise de contact sous 7 jours est réalisée par le médiateur après saisine, une solution portant éventuellement vers un protocole peut être envisagée ; la résolution du litige est rapide (de l'ordre de quelques semaines à 1 voire 2 mois).

Saisine du médiateur	www.mediateur-des-entreprises.fr
----------------------	--

11.2. Voie de recours et tribunal compétent

A défaut de règlement amiable des litiges ou d'intervention d'un médiateur, tout contentieux pourra être porté devant le tribunal spécialisé, territorialement compétent, et selon les voies de recours précisées ci-dessous :

Tribunal compétent	Tribunal judiciaire de Créteil
Voies de recours	Toute personne ayant un intérêt à agir peut contester une décision ou la procédure dans les conditions suivantes : introduction d'un référé contractuel dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution ou dans un délai de 6 mois à compter du lendemain de la conclusion du marché selon les dispositions du code de procédure civil.